

# Les survivants de Gaza sont de nouveau des cibles

Le 30 mars, dans le camp de Tal Al-Sultan, près de Khan Younès, le Croissant rouge et la défense civile déterrent les corps de 15 collègues, tués le 23 mars puis ensevelis par les bulldozers de l'armée israélienne. Une centaine d'entre eux et plus d'un millier de soignants avaient déjà été tués.

C'est pour camoufler ces actes ignobles qu'Israël dénie depuis 18 mois l'accès à la bande de Gaza à la presse internationale et cible systématiquement les journalistes palestiniens (plus de 200 ont été assassinés). Le 2 avril, l'armée israélienne a frappé à Jabalia un bâtiment de l'ONU qui servait d'abri, tuant 9 enfants. Plus de 300 sites de l'ONU ont été détruits dans la bande de Gaza depuis le début de cette guerre d'anéantissement. 248 salariés de l'UNWRA ont été tués.

Depuis le 24 mars, le gouvernement de Nétanyahou a repris le génocide. Il avait déjà depuis le 2 mars bloqué l'aide humanitaire, coupé l'eau et l'électricité. De nouveau, dans la bande de Gaza, les ordres d'évacuation se succèdent, les bombardements frappent, les colonnes de blindés sèment la mort.

Les garants internationaux de l'accord de cessez-le-feu protestent mollement (France) ou approuvent (États-Unis). La population palestinienne est à nouveau exténuée, déportée, affamée, terrorisée. La reprise de la guerre a coûté déjà 1 163 morts supplémentaires, s'ajoutant à au moins 50 000 victimes antérieures. Le 9 mars, le ministre des finances de l'époque, le fasciste Smotrich, annonce la création d'une administration, sous les ordres de l'état-major, chargée d'expatrier les Palestiniens, conformément aux plans de Trump. Le 2 avril, le ministre israélien de la défense Katz communique que « *l'offensive s'intensifie pour s'emparer de vastes zones qui seront intégrées dans les zones de sécurité d'Israël* ».

En Cisjordanie, il n'y a jamais eu de trêve. L'armée israélienne, en plus de soutenir les fascistes et les suprémacistes qui colonisent le territoire, détruit méthodiquement les logements et les infrastructures, déplace la population : 40 000 personnes ont été chassées des camps, 901 Palestiniens y ont été tués depuis octobre 2023. En outre, Israël détient environ 20 000 prisonniers palestiniens, dont bon nombre est soumis au régime de la « détention administrative » qui permet l'enfermement illimité sans inculpation ni jugement, la torture.

Israël occupe une partie du territoire du Liban et de la Syrie. Son armée bombarde tous les jours le sud du Liban. Le 29 mars, elle a attaqué Beyrouth et, le 2 avril, les environs de Damas.

Il n'y a plus que Macron et le roi de Jordanie pour croire encore « à la solution à deux États » (*Communiqué commun*, 19 mars). Israël, un État de nature coloniale, ne se

donne même plus la peine de faire semblant de partager le territoire de la Palestine avec un bantoustan.

Le gouvernement de Nétanyahou prétend vouloir libérer les otages du 7 octobre encore aux mains du Hamas. Mais une partie grandissante de la population israélienne sait qu'ils ne sont pour lui que des prétextes. Elle proteste dans la rue.

Nétanyahou, Trump et Macron accusent systématiquement d'antisémitisme ceux qui, dans le monde entier, se

lèvent contre le génocide. En fait, dès l'origine, le sionisme cherchait des alliances avec les antisémites car les deux convergeaient vers l'idée commune que les Juifs devaient quitter l'Europe. Aujourd'hui, Nétanyahou reconnaît en Musk « un grand ami d'Israël » alors que le 25 janvier, celui-ci a fait un salut fasciste, celui de deux régimes qui ont exterminé les Juifs d'Europe. Et le gouvernement Nétanyahou, qui comprend des racistes comme Ben-Gvir, a invité officiellement en Israël les partis racistes du monde entier dont certains (comme le FN-RN français) ont été fondés par des auxiliaires du régime nazi.

Le RN, qui refuse que la justice condamne ses vols, réclame que le militant communiste libanais Georges

Abdallah, arrêté en France en 1984, reste incarcéré alors qu'il est libérable selon le droit français depuis 1999.

Piétinant les décisions de la justice internationale, Nétanyahou se pavane en Hongrie. En 2017-18, son premier ministre Orbán avait mené une campagne antisémite contre Soros, capitaliste américain d'origine juive hongroise. L'ambassadeur d'Israël en Hongrie s'en était ému. Netanyahou l'avait démis de ses fonctions.

Assez de barbarie contre les Palestiniens ! En France, les partis issus du mouvement ouvrier (PS, LFI, PCF...), les syndicats de salariés (CFDT, CGT, FO...) doivent appeler immédiatement à des manifestations massives dans toutes les villes :

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie ! Levée du blocus ! Libération des 20 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés palestiniens !

Leur responsabilité est d'organiser le blocage des livraisons d'armes à Israël et exiger :

Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée dans l'Union européenne et la France des réfugiés de Gaza !

3 avril 2025

**REVOLUTION COMMUNISTE**  
Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanente en France

**Non à la guerre entre les peuples, guerre à notre bourgeoisie !**

groupementiste.info

Millitarisme et racisme, la classe ouvrière est toujours la cible p. 2  
Congrès national de la FSU p. 5  
Toulon, autodéfense des femmes p. 9  
Pour des tendances communistes dans les syndicats p. 10  
Adresse internationale du 8 mars aux travailleuses p. 12  
Un pas vers la guerre mondiale p. 14  
Israël affirme Gaza et colonise la Cisjordanie p. 19  
Kurdistan : l'appel d'Ocalan à dissoudre le PKK p. 20  
Le congrès de fondation du PCR p. 21  
1945 : la libération des camps nazis p. 24  
ABC du marxisme : guerre p. 28

n° 67 mars-avril 2025 2 euros